

ASSOCIATION DE SENATS, SHOORA ET
CONSEILS EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET
DU MONDE ARABE

REUNION DE LA COMMISSION DE PAIX ET DE RESOLUTION
DE CONFLITS

Bujumbura, Burundi

Les 2 et 3 Mars 2009

**Le Problème de la Somalie;
Une Perspective du Parlement du Kenya**

Document de travail présenté par

**Hon. Gitobu Imanyara, MP.
Assemblée Nationale du Kenya**

Le Problème de la Somalie; une Perspective du Parlement du Kenya

"Le cas de la Somalie comme le pays dont les gens ont choisi non seulement de détruire les structures fondamentales de leur état, mais aussi les structures institutionnelles et dans une certaine mesure la viabilité géographique de leur nation, qui est maintenant, à partir d'une perspective disciplinaire, un quasi-permanent, voir une réalité perplexe "Abdi Ali A.(2003) **Reconstructing the Somalia state and the promise of federalism**

1.0 APERÇU

L'État-nation existe pour assurer une méthode décentralisée de la fourniture des biens politiques aux personnes vivant à l'intérieur des paramètres désignés (frontières). La sécurité humaine; la participation politique pleine, libre et ouverte; et la fourniture des biens matériels et des services sociaux par l'État, représentent des biens politiques. Des États réussissent ou échouent dans toutes ou une partie de ces dimensions.

Le problème de la Somalie incarne le cas pratique d'un État défaillant qui a continué à troubler le monde entier. Saïd Samatar (2005) a décrit la situation en Somalie comme «une nation de la cupidité et de l'ambition qui est devenue folle»). Néanmoins, l'échec de l'État n'est pas un événement unique, mais le résultat d'un long processus et d'une série d'événements.

La République de la Somalie (1960 - 1991) constituait des anciennes colonies italiennes du sud-centre de la Somalie, du Puntland et de l'ancienne Colombie protectorat de Somaliland. Après trente ans d'expériences de différents systèmes et idéologies politiques, l'État somalien a éventuellement effondré en 1991. Par conséquent, ce n'est que pour neuf ans que la Somalie a joui de la démocratie après l'indépendance entre 1960 et 1969 et le transfert du pouvoir s'est passé paisiblement entre deux présidents et trois premiers ministres. La constitution de l'indépendance de 1961 a donné aux parties politiques la liberté de s'organiser et de concourir pour un poste politique.

Du 21 Octobre 1969 au 27 Janvier 1991, le pays a été gouverné par une dictature militaire dirigée par Mohamed Siad Barre. Le coup d'État militaire et par la suite l'instauration de l'État qui encourage la violence dans les discours et les actes de la culture politique en Somalie, ont contribué à l'éventuelle disparition de l'État somalien. Après l'effondrement de l'état, le clan du nord a proclamé unilatéralement l'indépendance de la République du Somaliland en mai 1991. Bien que

cette entité n'ait pas obtenu la reconnaissance des Nations Unies (ONU) ou d'un gouvernement, il a maintenu une existence stable et fait des efforts pour établir une démocratie constitutionnelle. L'État voisin du Puntland s'est unilatéralement déclaré autonome depuis 1998.

2.0 SOMALIE DE L'APRÈS 1991

L'éviction de Mohamed Siad Barre n'a pas été suivie par un remplacement du gouvernement, mais par une période d'agitation, de guerre et d'anarchie. Des conflits armés et des combats entre factions et des milices claniques pour contrôler des villes et des ports maritimes clés ont dominé le paysage politique et social du pays depuis. On estime que 250.000 somaliens sont morts durant la guerre civile et la famine et le nombre de victimes continue de progresser de jour en jour. Au cours de la période qui a suivi, la guerre a causé une grande diversité d'intérêts perpétuels, d'anarchie et de violence qui ont continué à empêcher les efforts de réconciliation.

La Somalie a été décrite comme un rare exemple de l'État-nation en Afrique où la majorité de la population est homogène, partage la même généalogie ancestrale, la même langue et la même religion. Cependant, cela n'a pas empêché le pays de la guerre civile dévastatrice et la désintégration socio-politique sans précédent. La polarisation clanique et régionale semble contribuer à créer des dirigeants politiques en Somalie avec un dilemme vivace de reconstituer l'État alors que des seigneurs de guerre l'ont utilisé comme une opportunité pour faire progresser leurs propres intérêts et ceux de leur clan. Jusqu'au présent, les seigneurs de guerre peuvent se compter entièrement sur un état chronique d'insécurité.

En dépit de ce qui précède, certains problèmes qui ont entravé la croissance, la réconciliation et la stabilité de l'État somalien, sont intrinsèques à la culture somalienne et à la composition sociale. Pour des populations rurales et traditionnelles, des concepts modernes tels que l'État, le gouvernement et d'autres ne sont pas très bien compris par la majorité du peuple somalien. En outre, la segmentation clanique de haut niveau rend plus difficile la réalisation des compromis politiques et de la paix pour le peuple somalien. C'est à ce principe que l'État somalien indépendant lamentablement a échoué à renforcer la cohésion nationale entre les citoyens.

3.0 LE PROCESSUS DE PAIX EN SOMALIE

Beaucoup de nations et d'individus ont dépensé et exercé énormément d'efforts en vue de renverser la situation désagréable et d'apporter la Somalie dans le giron de la communauté internationale. L'une des interventions les plus promettant jusqu'à présent a été la création du Gouvernement fédéral somali de transition qui est le résultat d'une Conférence de réconciliation nationale de deux ans accueillie par le Kenya à partir d'Octobre 2004 sous les auspices de l'Autorité Inter-Gouvernementale pour le Développement (IGAD).

Malgré l'espoir que la Somalie était sur la bonne voie de la reprise de ses deux décennies d'apatridie, le gouvernement de transition n'a pas réussi à reconstituer son état effondré et à restaurer la nation fragmentée. La Charte fédérale de transition qui décrit un mandat de cinq ans menant à la formulation d'une nouvelle constitution somalienne et une période de transition et l'établissement d'un gouvernement représentatif suite aux élections nationales ne peuvent pas être respectées.

Des querelles internes et des différends sur la représentation et le leadership, y compris des différences infranchissables et des polarisations extrêmes qui ont déjà divisé les dirigeants politiques somaliens et empêché les efforts de réconciliation déraillés, se répètent dans le discours parlementaire du gouvernement fédéral de transition (GFT). Ce gouvernement est maintenant dirigé par son deuxième président après le départ de son Président, Abdullahi Yusuf qui a démissionné après avoir échoué à stabiliser le pays.

Des obstacles structurels qui empêchent le processus de paix en Somalie tournent autour du banditisme, de la guerre et du déplacement dans le sud du Somalie. Il y a toujours des craintes inhérentes que ce gouvernement trouvera le même destin des gouvernements précédents. Cela est la pensée préoccupante de nombreux observateurs et cette préoccupation est fortement pesée sur le cœur de beaucoup des gens de bonne volonté - à la fois des Somaliens et des non-Somaliens.

4.0 Problème de la Somalie comme on le prévoit le Parlement du Kenya

Pour comprendre le problème de la Somalie, nous devons l'examiner du point de vue de la relation ((cause à effet)) et qu'il peut être vu à partir de perspectives divers axés sur le positionnement géographique du pays. Les tentatives de régler le conflit en Somalie devraient considérer non seulement les questions internes à la Somalie mais aussi l'immense impact sur la stabilité régionale en termes de questions liées à la sécurité, à l'économie et à l'environnement.

En effet, le problème de la Somalie et l'absence d'état stable a de graves conséquences pour le Kenya. En raison de sa proximité avec notre pays et les impacts éminents sociaux, politiques et économiques sur le Kenya, y compris les liens historiques entre son peuple, le Parlement s'intéresse de près aux évolutions en Somalie.

Des sujets de préoccupation telle qu'elles sont entendues par le Parlement au Kenya et qui ont un lien direct vers le problème en Somalie dont un ensemble de facteurs qui causent, perpétuent et sont interdépendants et influencent la région.

4.1 Facteurs de causalité et perpétuation

Prolifération des armes légères; Le glissement vers l'anarchie et l'effondrement ultérieur des structures étatiques en Somalie a été une source de la prolifération incontrôlée des armes légères et de petit calibre (ALPC) au Kenya et dans la région de la Corne de l'Afrique. En raison de la nature prolongée du conflit et de l'absence de mécanismes de contrôle des armements dans le pays, les (ALPC) sont facilement accessibles et même achetées librement sur le marché et de contrebande à travers la frontière entre le Kenya et la Somalie.

Culture de l'impunité: comme il n'y a pas de structure de responsabilisation, la culture de l'impunité persiste et des Somaliens continuent à appuyer sur les armes pour régler leurs différends.

Influences internationales: Les évolutions en Somalie doivent être comprises dans le contexte plus large de la région. Dans ce point de vue, la Somalie est souvent un champ de bataille pour la division entre ses voisins africains et arabes, chacun essayant d'exercer leur influence en

Somalie. En effet, les intérêts régionaux incompatibles ont été essentiels à retarder la réconciliation et la résolution politique des problèmes de la Somalie.

Frontières: les frontières internationales pour la Somalie ont été imposées par des acteurs externes, ce sont des colonisateurs sans prendre en considération la configuration clanique, ont ainsi divisé le même clan à travers les frontières. Cette situation a conduit à un conflit armé et une diplomatie entre les États d'autant par des interactions entre les gouvernements que par des relations transfrontalières entre les clans. Les querelles entre les clans en Somalie ont parfois débordé au Kenya soulevant des préoccupations graves de sécurité dans le pays.

Entités fragmentées: il est instructif de connaître que après la chute de Siad Barre, la Somalie est fragmentée en trois régions à la fois la Somaliland, la Puntland qui réclament l'autonomie de la plus grande Somalie. Chacun de ces fractures continue à attirer l'attention des pays étrangers désireux d'exercer leur influence et d'autres intérêts en Somalie. La fragmentation est une source de dilemme pour les initiatives de résolution des conflits et de la reconstitution de la Somalie de l'après 1991.

Culture clanique: cet aspect est important au conflit en Somalie. Il a des profondes racines historiques et elle est devenue une idéologie de l'élite afin de rendre légitime la réalisation des intérêts des élites. Malgré des étapes importantes ayant été faites dans la restauration de la paix dans le pays, les conflits et la concurrence pour la suprématie et le contrôle a rendu incertain la cohésion nationale. Un manque de large inclusion et participation de tous les intervenants dans le passé a empêché la mise en œuvre d'initiatives précédentes pour la cohésion nationale et la paix conduisant à relancer la guerre.

4.0 Impacts

Réfugiés: Comme l'un des pays voisins de première ligne de la Somalie, le Kenya a porté largement de l'afflux de réfugiés en provenance de Somalie plus que d'autres États. L'augmentation du nombre de réfugiés a conduit à l'introduction du projet de loi sur les Réfugiés lors de la neuvième session du Parlement du Kenya. Malgré la première et la deuxième lecture du projet de loi lors de la deuxième et de la cinquième session du Parlement, le projet n'a pas soumis à la Chambre pour la troisième lecture et il est donc devenu caduque.

Dégradation de l'environnement: La pression sur l'environnement causée par les réfugiés est élevée et il y a un impact négatif sur l'environnement où les camps de réfugiés sont localisés. Le bois de chauffage est la principale source d'énergie pour la cuisson dans les camps, et qui a conduit à l'abattage des arbres et des arbustes disponibles dans le voisinage des camps bafouant sérieusement les lois et les politiques environnementales du Kenya.

Criminalité et gangs armés illégaux: La criminalité armée a explosé comme un résultat de la disponibilité facile des ALPC. De nombreuses fois, la question de la criminalité armée a été déposée à la Chambre et a engendré la condamnation des membres du Parlement. Ces armes ont également débarqué dans les mauvaises mains et a conduit à la formation de gangs illégaux et d'autres groupes militants qui sont devenus une menace pour la sécurité nationale. Un comité restreint a été mis en place dans le Parlement du Kenya en charge de la question des groupes organisés illégaux. Ce n'est plus un enjeu pour le Kenya mais ils constituent d'appels pour des préoccupations régionales.

Violations des droits de l'homme et du trafic: Il y a d'innombrables cas de violations des droits de l'homme pour des victimes incapables de poursuivre la justice. C'est une pratique courante dans les camps de réfugiés et dans les régions australes de la Somalie. En outre, la frontière poreuse et non protégée entre le Kenya et la Somalie est considérée comme un itinéraire de trafic humain ce qui fait du Kenya un pays de transit. Ceci altère la réputation du Kenya au niveau international et le Parlement a été au premier rang dans la ratification des conventions internationales sur la migration illégale et le trafic d'êtres humains.

Terrorisme: L'insécurité et l'absence de l'Etat ont offert unedemeure sûre aux groupes terroristes en Somalie. Ceci a engendré une condamnation pure et simple par la communauté internationale. En effet, le Kenya continue de souffrir de son image irréparable et des pertes de change éventuelles dans l'industrie du tourisme découlant de conseils publiés aux voyageurs contre les voyages au Kenya en raison de cette menace perçue par des terroristes qui traversent le pays en provenance de la Somalie. Il a en outre miné la confiance des entreprises et fait fuir des investisseurs étrangers.

Commerce bilatéral: Des conflits chaque fois que se produisent, constituent un obstacle à la fluidité de la transaction de biens et de services. Comme un Etat de la ligne de front, le commerce du Kenya avec la Somalie a souffert au cours des années précédentes. C'est notamment sur le réseau routier que le commerce du Kenya s'appuie. Des groupes militants et d'autres crimes violents font de cette forme de commerce transfrontalier intenable.

Aide humanitaire: une catastrophe humanitaire est éminente en Somalie lorsque près de la moitié de la population (3,25 millions d'habitants) ont besoin d'aide d'urgence. La sombre situation est exacerbée par la réticence des organisations humanitaires qui opèrent en Somalie en raison de la violence extrême et du ciblage particulier des travailleurs humanitaires. Selon l'organisation d'Oxfam, plus de 30 travailleurs humanitaires ont été tués en 2008 lorsqu'ils exercent leurs tâches en Somalie. Pour le Kenya, c'est une recette pour un afflux accru de réfugiés en provenance de la Somalie pour échapper à la dure réalité chez eux.

Crimes de guerre: les souffrances indicibles des somaliens déplacés et le meurtre des civils innocents rendent tous les parties impliquées dans le conflit coupables d'avoir commis des crimes de guerre. La communauté internationale doit agir en appliquant les lois internationales et tenir responsables tous ceux qui ont commis des atrocités en Somalie. Le Parlement de transition peut être impressionné à ratifier le traité international instituant la Cour pénale afin de faciliter ces procès. Le Parlement au Kenya comprend que cela constitue une façon de régner sur les chefs de guerre somaliens.

Piraterie maritime: une pratique émergente qui attire une attention internationale sur le conflit somalien est la piraterie au large de la côte de la Somalie qui, au cours de deux dernières années a pris une place importante. Tandis que la communauté internationale considère cela comme une source de richesse rapide, la perspective du Parlement du Kenya sur sa recrudescence est à la lumière de l'énorme rançon demandée et l'inquiétude sur l'utilisation éventuelle de ces rançons dans la région instable, en particulier pour armer et financer les factions militantes. En outre, les expéditeurs utilisant le port de Mombasa sont contraints d'utiliser un plus long détour qui augmente ainsi les frais de transport causant une augmentation rapide des importations au Kenya en particulier du carburant.

Relations diplomatiques: La diplomatie avec la Somalie continue de souffrir de la persistance de l'insécurité avec la plupart des diplomates et des organisations humanitaires auprès de la Somalie qui s'installent à Nairobi. Cela comprend l'ambassadeur du Kenya en Somalie. Cela ralentit la diplomatie et les relations ne sont jamais entièrement restaurées. Les divisions incessantes entre les membres du parlement de transition ne sont pas basées sur un principe ou une idéologie particulière ce qui rend également difficile la participation du Parlement somalien aux forums interparlementaires et l'adoption des résolutions. Outre, le renforcement des capacités du personnel et des membres parlementaires est ralenti et rend la pratique démocratique une tâche ardue.

5.0 RÉSUMÉ

Le passage rapide des normes internationales qui supprime le mince vernis de la souveraineté dans la conduite des relations internationales ((de non-ingérence et de non-indifférence)) est susceptible de stimuler plus d'intérêt dans le problème somalien. L'Union africaine (UA) s'est déjà engagée à envoyer des troupes de maintien de la paix en Somalie, mais seulement deux pays; le Burundi et l'Ouganda ont envoyé des casques bleus en Somalie. Cependant, des groupes extrémistes islamiques émergents comme Al-Shabaab avec des liens d'Al-Qaïda continuent à s'opposer aux casques bleus de pays non-musulmans déployés causant des problèmes de sécurité pour les soldats de la paix.

L'engagement de parties impliquées est essentiel pour trouver une solution durable au problème somalien en particulier les efforts entrepris au contexte politique de manière suffisamment approfondie. En effet, la compréhension de la nature du conflit somalien a toujours été le point focal pour le Parlement au Kenya. Cela nous permet d'apprécier et de lancer des initiatives de paix qui s'inspirent de la connaissance du contexte local et des valeurs, et d'influencer un environnement favorable au niveau national et international qui encourage et soutient les initiatives locales.

Notamment, le lignage constitue le fondement de la société somalienne, avec des divisions définies des clans et de sous-clans. Au fil du temps, le leadership politique a habilement manipulé et politisé l'identité clanique pour créer un héritage profond des divisions et des griefs du clan. Cependant, près de deux décennies de guerre civile et trois décennies de dictature oppressive ont détruit tous liens de solidarité et

de cohésion nationale et ont causé des soupçons enracinés ce qui a conduit à élargir la fragmentation de tous les niveaux de la société qui rendra la réconciliation une tâche ardue et difficile.

Surtout, la coordination stratégique des interventions politiques est nécessaire pour la résolution du conflit en Somalie. Ces stratégies peuvent être élaborées à travers plusieurs axes distincts et dimensions dont la politique environnementale et des stratégies de renforcement thématique, géographique et institutionnel.

Des menaces à long terme au problème de la Somalie du point de vue du Parlement au Kenya s'articuleront autour de la pauvreté et de la faiblesse des institutions associées à une mauvaise gouvernance; du transfert de la vulnérabilité des menaces immédiates des milices et des seigneurs de la guerre à des problèmes structurels.